



"La France insoumise", ni refuge ni donneuse de leçon, une construction en devenir

Dix-huit mois "d'apprentissage" de la France insoumise. Treize ou quatorze de pratique en son sein. Ma réflexion a évolué au cours de ces mois passés avec d'autres militant-e-s. Aujourd'hui j'éprouve le besoin de dire où j'en suis, à titre individuel bien sûr, mais pleinement dans la France insoumise pour discuter de ce qu'elle est, de ce qu'elle doit rester et de l'objectif qu'elle se donne.

Un mouvement se dessine autour de la France insoumise (FI).

Il est le fait de personnes qui, individuellement ou collectivement, veulent la rejoindre.

Beaucoup de socialistes ont rejoint la "Nouvelle gauche socialiste" à l'intérieur de la FI tout comme de nombreux et nombreuses communistes rejoignent l'association "communistes insoumis et insoumises" qui se crée au sein, toujours, de la FI. Le 26 juin dernier l'espace politique national du mouvement a accueilli la coopérative politique "écologie sociale". Et le 13 juillet des dirigeants de l'organisation "Ensemble" ont rendu public un texte dans lequel ils annoncent leur souhait de rejoindre cet espace.

Bienvenus !

C'est la reconnaissance du résultat obtenu par Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise. Le résultat c'est-à-dire 7 millions de personnes qui se sont prononcées **principalement sur un programme**, 7 millions de personnes conscientes de leur acte politique. Et c'est aussi, bien sûr, la reconnaissance que la FI va jouer un rôle important dans la recomposition politique à laquelle nous assistons. Mais ce rassemblement nécessite une réflexion sur son organisation.

La FI ne peut pas être le refuge de tous les gens de gauche et de l'écologie qui ont été déçus par leurs organisations et le positionnement de celles-ci dans la dernière période.

La France insoumise a déjà une histoire.

Un scrutin a validé la proposition politique et les formes nouvelles de celle-ci. Il s'agit d'en tirer les enseignements.

La révolution à partir de la réalité concrète

Jean-Luc Mélenchon n'est pas entré en campagne sur un coup de tête. Pas plus qu'il aurait navigué à vue en fonction de ses humeurs. Il a annoncé, très tôt, la théorie révolutionnaire à laquelle il

croyait. Il l'a écrit dans un livre "*L'ère du peuple*" revu dans une nouvelle édition publiée à nouveau en 2014.

Sans théorie révolutionnaire pas de révolution.

Et la base de cette théorie part d'une analyse marxiste de la société. Une analyse concrète de la réalité concrète comme disait le philosophe, qui débouche sur le constat de dérives sans précédent à ce jour, de nos sociétés qui rendent impossible leurs poursuites sans catastrophes sociales, économiques et écologiques, sans mises en cause des valeurs humanistes de notre République.

Le discours prononcé par Jean-Luc Mélenchon au théâtre Déjazet le 15 février 2016 avait décrit le paysage dans lequel nous sommes : une financiarisation sans répit de notre économie, de notre société et du monde qui remet en cause notre écosystème et développe une géopolitique agressive à l'égard des peuples.

Et, pour celles et ceux qui en douterait, cette analyse débouchait sur des engagements s'inscrivant dans la lutte des classes : définanciariser l'économie et la société, mettre la main sur une bonne partie des richesses produites pour domestiquer la production et libérer la consommation afin de créer les conditions d'une vie digne, émancipatrice dans le respect du seul écosystème compatible avec ces objectifs.

Toutes les institutions de notre pays se sont mis au service de la doxa néolibérale, de ce "*capitalisme absolutisé*" comme le dénommait Jacques Rancière en réfléchissant au phénomène de *Nuits Debout*. Oui tous les partis dès lors que François Hollande *obligeait* le PS à la rejoindre. Et dès lors aucune voix ne voulait plus s'élever "*à gauche*" pour dénoncer ce néolibéralisme préférant se rallier aux faux fuyants de la dite politique d'austérité menée par Bruxelles qui n'en est que la conséquence.

Jean-Luc Mélenchon faisait remarquer, comme d'autres philosophes ou sociologues, combien cette domination idéologique sans partage, avait créé les conditions d'une "*servitude volontaire*" des gens à l'égard de ce système qui était arrivé à leur faire croire à la fois qu'ils pouvaient satisfaire leurs désirs dans un modèle consumériste qui passait son temps, à coup de publicité, à choisir pour eux ces désirs ; et en même temps que la performance dans la concurrence était le nec plus ultra de toute activité humaine.

Il ne s'agit nullement d'enfermer les personnes dans cette dépendance mais de mener la bataille idéologique afin de conforter celles qui refusent cette main "*invisible*" qui veut les guider et qui pressentent que ce refus constitue un acte d'insoumission nécessaire à leur liberté comme l'est celle d'un fils à l'égard de son père.

Oui insoumis.

Et voici un mot qui va à la rencontre du désir des gens.

Fédérer le peuple

Cette réflexion "*grand angle*" dans laquelle je m'excuse d'avoir sans doute résumé les idées qu'elle porte, avec le risque de ne pas en rendre compte telles qu'elles le méritent, nous éloigne-t-elle des questions de l'organisation aujourd'hui et demain de la France insoumise ?

Je ne le crois pas, car "*fédérer le peuple*" et non pas rassembler la gauche, refuser le populisme ou réfléchir à son contenu, mettre les gens en action, compter sur la décentralisation de l'initiative sans intermédiaires sont autant de choix qui "*fondent*" la France insoumise.

Par exemple ce fut une campagne pour fédérer le peuple et non pour rassembler la gauche.

Certains objectent que peut-être les deux ne sont pas contradictoires ? Mais la vie a tranché, le peuple sait sur quoi débouche le rassemblement de la gauche : sur François Hollande et le néo libéralisme dont son successeur va développer la logique terrifiante. Toute initiative qui se serait adressée à la gauche aurait désavoué l'engagement de faire autrement.

Si nous sommes aujourd'hui dans l'ère du peuple ce n'est pas par décret de qui que ce soit, c'est le résultat de la déroute des partis. Droite et gauche, car Macron procède aussi de cette déroute.

Et cet effacement des partis supposait l'émergence d'une alternative sans laquelle l'abstention se serait encore développée. Il fallait faire une proposition politique au peuple de France, et dans cette 5ème république, oui, elle devenait possible par les excès même de la place que prend cette élection présidentielle.

Il ne s'agit pas d'égo, on se comprend bien, pas de solo non plus - encore que le solo donne au jazz le sel de l'invention qui en fait toute notre joie - il s'agit de l'utilisation de cette institution, notre république à ce jour, pour la retourner contre elle-même et mettre le peuple au centre du débat. Et c'est ce qui s'est passé, pendant quinze mois ; sans pause ; inlassablement ; expliquer le monde que nous proposons : alternatif à celui qui nous écrase ; redonner de l'espoir.

C'est le peuple qui a détruit l'autre voie, celle du rassemblement de la gauche, celle des primaires, celle du rassemblement des candidats de gauche à la présidentielle. Et ce choix a été la conséquence de l'expérience car tous ces rassemblements ont échoués par le passé et ce sont terminés dans le maintien du système.

Et les promoteurs des alliances "*les plus larges*" n'ont jamais imaginé la décision qui aurait pu conduire Jean-Luc Mélenchon au deuxième tour, éliminant l'hypothèque Le Pen et gagnant l'élection. Où sont les égos déplacés, incapables de s'effacer devant l'intérêt général ?

Un peuple dans l'espoir

Oui un homme a incarné l'espoir. Et alors ?

La grande délibération nationale que constitue cette élection a eu le dernier mot. C'est le peuple qui a choisi.

Un choix en pleine conscience. Quel plaisir nous avons d'aller au-devant des citoyens et citoyennes pour leur proposer "*L'avenir en commun*" et de les entendre nous énumérer toutes les propositions principales qu'il contient avant même de l'ouvrir : la sixième république, une nouvelle répartition des richesses, la transition écologique, l'économie de la mer, l'indépendance de notre pays pour une politique de paix, une république ouverte à toutes et tous... etc...

Et ce peuple a repris confiance en lui, il a acquis sans doute l'espoir que demain personne ne peut plus tenir la main de personne et que cet acte d'insoumission génère pour chacun et chacune, l'avènement d'une conscience individuelle engagée dans un projet commun sans intermédiaires.

Tout cela ne peut pas se mettre entre parenthèse jusqu'à la prochaine échéance. Et la forme d'organisation que va se donner *La France insoumise* est sans doute décisive pour développer une "révolution citoyenne permanente".

Un mouvement pas un parti

C'est pourquoi l'espace politique de *la France insoumise* ne peut ressembler progressivement à un front gauche rénové, complété, mais toujours caractérisé comme un cartel d'organisation.

Il ne s'agit pas de faire des procès d'intention à toutes celles et tous ceux que nous accueillons avec plaisir. Un espace politique national rassemblant tous ces courants d'idées c'est bien. C'est un gage de pluralisme et d'enrichissement de la pensée collective. A l'image de notre groupe à l'Assemblée Nationale.

Mais cela ne peut être "la" forme d'organisation principale. Imaginez, à chaque échelon territorial la reproduction de tels cartels à l'intérieur de la *FI*, dans les communes, les départements, les régions, avec une préparation des municipales où chacun comptera le niveau de sa présence. Ce serait l'enfer dont nous sortons !

La démarche suivie par ces différents groupes est critique sans doute de l'expérience que les personnes qui les composent, ont vécue dans leur organisation. Mais leur réaction est tout naturellement de penser que leur apport spécifique d'écologiste, de communiste, d'anti capitaliste... est indispensable à la force de *la FI* et qu'ils sont les porteurs de cette spécificité. Un tel raisonnement pousse à la quantification de chaque composante. Justement le contraire de ce que doit être un mouvement où les enjeux de pouvoir doivent être réduits au maximum.

Délibération et action

Alors quelle France insoumise voulons nous ?

Pas un parti mais un mouvement, disons-nous. Ça veut dire quoi ?

Il faut revenir à notre boussole : quelle forme pouvons-nous donner à notre mouvement pour que le peuple prenne ses affaires en main.

Il faut des lieux de délibération collective auxquels participent toutes les composantes du mouvement. L'espace politique national est un de ces lieux. Sa réflexion doit permettre de vérifier que les décisions, les actions, les bilans que nous tirons de nos activités sont conformes à nos objectifs. Cela ne se juge pas sur chaque décision mais d'un point de vue global sur l'ensemble de notre activité dans une période donnée.

La confiance doit prévaloir dans un mouvement. Cela n'exclut pas le contrôle, mais il peut se faire à posteriori.

Et le plus grand nombre des insoumis et des insoumises doivent participer à ces délibérations et ces moments de recul sur notre activité. Notamment avec celles et ceux qui ne veulent pas être dans un groupe politique de la FI.

Cela nécessite des rencontres nationales régulières comme l'ont été dans la campagne présidentielle, le rassemblement de Lille sur le programme, ou celui de Villejuif pour le lancement de la campagne législative. Un nouveau rassemblement se fera avant la fin de l'année pour réunir deux à trois mille membres de la FI.

Nos décisions doivent être prises en fonction de ces délibérations collectives. Mais elles ne le seront pas à la suite d'un vote majoritaire dans je ne sais quel nouveau comité directeur. Elles doivent porter sur l'actualité du moment comme sur les objectifs à moyen et long terme de la FI.

Elles seront portées par la personnalité qui dans la campagne présidentielle l'a fait sans être contestée. Porté également à l'assemblée nationale par un groupe qui ne cesse d'affirmer sa richesse collective.

Toutes ces décisions – aujourd'hui - doivent s'inscrire dans la volonté tenace, opiniâtre, de combattre ce pouvoir et tournées vers les actions les plus large possible. Mais elles doivent aussi s'appuyer sur notre patrimoine programmatique " l'avenir en commun " dans un processus d'éducation populaire qui le fera devenir largement majoritaire.

Nous n'avons pas la vue courte et partisane. Ce n'est pas à l'horizon de trois ans ou de cinq que nous combattons. Il faut être dans l'action qui rassemble le plus largement possible pour conforter chacune et chacun dans son choix que l'avenir dépend de chacun et chacune d'entre eux.

Ainsi en est-il de la récente proposition d'une grande manifestation à la bastille le 23 septembre contre le coup d'état social.

Et voilà nos détracteurs habituels de nouveau au front !

Et bien non, pas plus que sa candidature aux présidentielles cette décision n'est une décision solitaire de Jean-Luc Mélenchon. Encore moins maintenant. 500 000 personnes peuvent réagir et valider ou pas cette proposition et les autres qui viendront.

Mais comme pour la présidentielle nous n'attendrons pas la mise en place de cartels d'organisations dont le rassemblement est toujours soumis à la négociation sans fin du niveau de revendication qu'il faut exprimer.

Nous respectons les syndicats et leurs actions, nous soutenons celles-ci, mais que tout le monde prenne les initiatives de la France insoumise comme s'ajoutant aux autres avec la volonté de s'adresser au peuple tout entier.

Ce rapport direct au peuple nécessite qu'aucun intermédiaire n'existe entre la structure nationale de la FI et toutes ses organisations locales.

Pas d'empilage d'échelons territoriaux qui sont le fait des partis et qui sont le lieu d'enjeux de pouvoir loin des préoccupations d'intérêt général. Les groupes locaux peuvent très bien se concerter s'ils estiment nécessaire une réflexion ou une action plus large.

Cela s'appelle la coopération.

Nos idées en commun

Il y a une démarche de tous ces "groupes" que nous comprenons bien parce que nous-mêmes, communistes insoumis, nous l'avons exprimée.

Ils veulent entrer dans l'espace politique de la FI comme porteur, à juste titre, d'idées spécifiques telles que l'écologie, l'anti-capitalisme, le socialisme, le communisme, le féminisme ou l'altermondialisme.

Mais n'y-a-t-il pas quelque chose qui unit toutes ces orientations ?

Il n'y a pas d'écologie qui ne soit anti-capitaliste, pas de communisme non plus, et l'éco socialisme mis en place par le parti de gauche constitue elle-même une doctrine clairement anti-capitaliste. Bref ce qui nous unit c'est l'anti-capitalisme. Nous n'avons pas peur de nommer le monde dont nous ne voulons pas. Et nous disposons avec "*L'avenir en commun*" d'un projet alternatif, améliorable sans doute, qui nous unit.

Et nos "groupes" sont-ils dépositaires des idées spécifiques dont ils se réclament ? Toutes ces idées sont déjà présentes dans la FI par les centaines de milliers de personnes qui constituent ce mouvement.

Alors pourquoi nous-mêmes avons-nous constitué un tel groupe : "*l'association des communistes insoumis et insoumises*".

Parce que ces groupes peuvent être des lieux de transition fraternelle pour celles et ceux qui hésitent à faire le pas.

Nous pouvons témoigner, nous communistes insoumis, que notre présence depuis des mois à l'intérieur de la France insoumise est non seulement reconnue mais toujours plus importante selon le degré d'engagement de notre part au service de ce collectif.

C'est pourquoi nous proposons dans nos statuts que notre association rassemble celles et ceux qui se réclament des idées communistes et qui, indissociablement, s'engagent tout de suite dans la FI, dans ses actions, dans ses réflexions.

Pas de spectateurs, des acteurs en mouvement.

Je crois pour ma part, que les groupes constitués dans l'espace politique existeront de façon transitoire. Ils sont appelés à disparaître. La condition étant que le mouvement soit suffisamment fort pour que chacun y reconnaisse les idées qu'il porte.

Et puis ces groupes ne peuvent représenter ceux qui sont sans partis et qui sont sans doute immensément majoritaire dans les 500 000.

Ceux-là, celles-là, ne veulent pas passer par le tamis de partis. Ils veulent porter eux-mêmes leurs ambitions et leur "*représentation*" dans les moments de délibération comme dans l'action et cela est indispensable pour le mouvement.

J'ai déjà évoqué que cela passe, pour moi, par des assemblées, au plan national, réunissant des milliers d'insoumises et d'insoumis.

Le populisme, l'extrême droite

La campagne présidentielle a également été marquée par un débat - qui n'a pas bien été approfondi - sur le populisme.

Puisque le peuple voulait "dégager" les partis il était nécessaire qu'une autre proposition lui soit faite. Et, comme nous l'avons déjà dit, dans la 5ème république c'est un homme candidat ou une femme candidate qui peut le faire. Le peuple "prend" ou il ne prend pas. Ou bien il se laisse berné par le chantage au renoncement de son choix le plus profond pour cause de vote utile. Mais s'il est séduit, une espérance collective peut naître. Un peuple politique peut se construire pour le meilleur et non pour le pire.

Marine Le Pen s'est adressée directement au peuple, on l'a dite populiste. Et donc tous les populismes seraient à rejeter. Le populisme serait "nécessairement" de droite.

Mais alors tout d'abord, mettons-nous d'accord : le FN est-il une organisation fasciste ou un parti populiste d'extrême droite ?

Que madame Le Pen aie fait 21% au lieu des 27% annoncés dans les premiers sondages de la campagne n'est pas le résultat de la démobilisation de son électorat. Une partie de ses électeurs ont trouvé un vote de contestation du système dans la personne de Jean-Luc Mélenchon et du programme qu'il portait qu'ils ont trouvé plus positif.

Jean-Luc Mélenchon a permis une mobilisation plus grande dans les quartiers populaires mais aussi de regagner dans le monde ouvrier et salarié en général, des voix sur Mme Le Pen, même si celle-ci est restée en tête parmi les ouvriers. L'anti système du FN ne fonctionne que si les autres partis confirment dans leurs pratiques ce système.

S'ils le dénoncent clairement ils ouvrent une autre voie aux votes de mécontentements. On s'est moqué du populisme de gauche sans examiner son contenu réel.

Et le comportement habituel de "la gauche" est une nouvelle fois apparu sous forme d'appel au "rassemblement le plus large" pour rejeter "la menace fasciste" que représenterait le FN contribuant ainsi à la légende du vote utile.

D'abord je n'ai jamais trouvé remarque plus convaincante que celle d'Edgard Morin à ce propos. Il disait qu'il ne sert à rien face à l'extrême droite, de se rassembler pour crier "No pasaran !" et que la seule solution c'est, "tout simplement", de proposer une autre voie.

Le FN est-il aujourd'hui un parti fasciste ? Ceux qui ont essayé au travers de cette assertion de le faire reculer n'y sont pas arrivés. N'est-ce pas la preuve que ce terme ne traduit pas la menace bien réelle que représente ce parti ?

Le FN déploie sa xénophobie dans le cadre d'un populisme de droite qui se développe dans de nombreux pays proches de nous et le plus souvent, par rejet de l'Europe libérale.

Alors il y a bien un populisme de droite porté par le FN. Il s'adresse aux pulsions les plus obscures et les moins "sociables" d'une partie de la population : il prône la haine de "l'autre", le repli sur soi dans la concurrence, le repli de la France sur elle-même. Il tient un discours sur l'Europe aujourd'hui non

stabilisé car son discours n'est conduit par aucune conviction profonde mais seulement par la perception de sa rentabilité électorale. Tout cela porte un nom : la démagogie.

Quand Jean-Luc Mélenchon s'adresse au peuple il n'y a jamais aucune démagogie dans ses propos. Il tient un discours exigeant qui s'adresse à la raison et au cœur et qui trace cette "*autre voie*" dont parle Edgard Morin.

S'il y a populisme – et pourquoi pas - le contenu des propos lui donne une autre nature.

Le *Front Populaire* en 36 s'est fait d'ailleurs à la fois contre le fascisme et pour un programme social sans précédent. La tâche du jour est de réaliser un front populaire pour une alternative à cette société capitaliste, pour prendre le pouvoir et le rendre au peuple.

"Majorité politique ?"

Cette conquête du pouvoir dépend-elle d'une "*majorité politique*" ou d'une majorité populaire ? Là encore j'entends qu'il faudrait les deux ?

Si majorité politique veut dire rassemblement d'organisations qui se "*mettent d'accord*" sur un programme de gouvernement pour demander au peuple de leur faire confiance, alors je ne vois pas en quoi cela serait différent de ce qui était proposé avant 2017 et qui a été rejeté par le peuple.

Le "*forum*" est le lieu où se décide la gestion de la cité. C'est l'acte politique le plus fort du peuple. C'est seulement ensuite que l'on désigne celles et ceux qui auront la tâche de gouverner.

D'ailleurs si nous voulons changer de République c'est aussi pour revenir à un régime parlementaire dans lequel les choix de majorité se feront après le choix du peuple.

L'opposition à la politique de M. Macron et la construction de son alternative n'ont pas besoin de préalables. Si nous pensons que les "*cartels*" ont démontré leur inefficacité dans la vie publique, il n'y a pas de raison d'en faire un modèle à l'intérieur de la *Fl*.

Nous pensons que la prise de pouvoir se construit dans l'action populaire et le rôle que la *France insoumise* entend bien y jouer avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, fort de leurs diversités.

L'opposition au "*monde*" que défend le président Macron existe, elle se fait entendre à l'assemblée nationale. Bien sûr toutes les forces, toutes les contributions qui vont dans le même sens sont les bienvenues.

Mais ne laissons pas croire que l'enthousiasme du peuple dépend d'une "*alliance la plus large possible*" d'organisations diverses ; c'est le rassemblement le plus large qui sera produit par l'enthousiasme du peuple.

Le critère de l'action

L'opposition au gouvernement Macron se construit à la fois dans la rue, à l'assemblée nationale et par les actions concrètes d'élus-e-s et de pratiques renouvelé-e-s.

Notre groupe à l'assemblée en donne une première forme intéressante. Les députés *FI* parlent au nom du peuple. Certains par leur origine en témoignent plus que d'autres mais toutes et tous, par leur parlé et le contenu de leurs interventions, "*sont*" le peuple. Femmes et hommes. Même les médias doivent le reconnaître.

Et ces députés ne sont pas dans un rapport de clientèle avec celles et ceux qui les ont élus. Ils parlent à l'assemblée et vont ensuite là où il y a des luttes. A Notre dame des landes ce ne sont pas des députées *FI* du 44 qui y sont allés, comme à la place de la République, comme partout où le peuple se mobilise. Ils ne préparent pas leur réélection, ils se mettent au service du peuple. Ils iront aussi là où ils et elles ont été élus, bien sûr. Ils seront présents partout où c'est nécessaire et les électeurs et électrices qui les ont élus leur seront gré d'une telle attitude.

La présence dans la société

Cette présence doit se faire dans des formes renouvelées. Il ne s'agit pas d'être "*moderne*" mais de prendre en compte que les conditions mêmes du combat changent et vont continuer de changer.

La société française se délite sous les coups de boutoirs de la finance et de ses représentants. M. Macron va aggraver cette situation. En particulier l'intervention publique se réduit comme peau de chagrin. Le peuple attendra-t-il la disparition complète de cette intervention ou bien n'est-il pas déjà en train de rechercher des formes nouvelles d'organisation sociale qui se substituent à "*rien*" ?

La question se pose dans les entreprises comme dans les quartiers ou dans les campagnes. Les actions pour la reprise d'une entreprise, pour la défense ou la création d'une petite exploitation agricole, pour le maintien ou le remplacement d'un service public de proximité, toutes ces actions et d'autres qui s'imaginent dans les nouvelles pratiques sociales ne peuvent être l'objet d'un combat victorieux sans imposer des choix nouveaux de gestion débarrassés de la financiarisation de toute action d'intérêt général. C'est un champ d'expérimentation pas complètement nouveau mais qui va s'amplifier et l'efficacité des actions entreprises n'est pas gagnée d'avance.

Constatons que de telles luttes sont au cœur de notre programme.

N'oublions pas non plus la solidarité à l'égard des "*minorités*" de toute nature et des plus démunis, qui sont le critère de l'humanité d'un projet de société social, écologique et culturel.

L'utilisation du crowdfunding est intéressante car elle est utilisée par de simples citoyens et citoyennes dans des domaines très divers pour subvertir l'incapacité publique à servir des projets d'intérêt général. Il peut s'agir de l'organisation de circuit court de distribution qui combattent la *malbouffe* et la cherté de la vie ; de la réalisation de jardins vivriers en zone urbaine ou pas ; de la concrétisation de projets artistiques de compagnies ou artistes divers, las de tendre leur sébile aux princes indomptables ... etc...

Toutes ces formes d'action solidaires, nouvelles, s'ajoutent bien sûr et ne s'opposent pas à celles plus anciennes du mouvement associatif.

La présence au cœur de tous ces rassemblements ouvriers, paysans et populaires est sans doute le défi de l'action des insoumis et des insoumises. Il ne s'agit pas de tenir la main à qui que ce soit, bien sûr, mais d'être présent dans toutes leurs luttes et dans toutes ces expérimentations d'auto organisation sociale.

Et si nous pouvions tous écouter en direct les débats de l'assemblée nationale nous y constaterions l'opiniâtreté avec laquelle les député-e-s de la FI relaient et la souffrance sociale, et les luttes, et les espoirs de toutes les composantes de notre peuple. Notre honneur et notre fierté. Vivement notre propre chaine d'information.

Francis PARNY
Espagne, 24 juillet 2017

**Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.
Ses contenus n'engagent pas la rédaction.**